

Avignon, le 15 Juin 2017

**Déclaration liminaire des représentants des personnels de
SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES élus au Comité technique local.**

Monsieur le Président,

Depuis novembre 2013 un nouvel outil de mesure du climat social à la DGFIP a fait son apparition. Il s'agit du baromètre social. Cet outil permet de cerner plus finement l'étendue des dégâts à la DGFIP et renvoie le triste écho du constat que nous vous adressons depuis au moins autant de temps. Oui, les agents de la DGFIP vont mal, et ce, sur l'ensemble du territoire. Même les nombreuses pondérations statistiques effectuées dans la synthèse de cet outil ne parviennent pas à adoucir ce constat. Et quelle a été la réponse apportée par la DGFIP et les gouvernements successifs sur cette période ? Ajouter de l'huile sur le feu.

De suppression de postes en restructurations les plus variées, la DGFIP a réussi à se hisser en tête du hit-parade des administrations les plus dégradées dans ses conditions de vie au travail. Solidaires Finances Publiques n'a eu de cesse d'alerter la Centrale de cet état de fait.

Et maintenant, ce sont les règles de gestion qui sont attaquées de tous côtés, les possibilités d'avancement qui sont rognées... et nos décideurs s'étonnent encore que les sentiments de défiance et de découragement gagnent toute notre administration ? Et que notre Directeur Général cesse d'affirmer qu'il prône le dialogue social avec les représentants des personnels quand il abandonne dans le même temps les règles qui géraient le temps de préparation accordé à ces derniers.

La DGFIP possédait-elle des règles plus favorables que les autres administrations de la Fonction publique ? Oui, mais à titre dérogatoire seulement ! Nul exigence de droit ne s'imposait pour les supprimer ! Moins de droits pour les agents, donc, par souci d'équité, moins de droits pour leurs représentants ! Est-ce là l'esprit de justice de notre directeur général ? Ou bien est-ce le prélude à une attaque en règle sur TOUS les droits des salariés de ce pays ?

En effet, l'orientation politique qui se profile n'annonce rien de bon pour la fonction publique, et pour la DGFIP en particulier. Le nouveau Président de la République a fait le choix de prioriser son action sur les salariés du privé par la préparation d'une nouvelle Loi travail liberticide en termes de droits sociaux ! Nul doute qu'une fois cette tâche accomplie, le tour des fonctionnaires viendra ! A ce titre, la fusion des ministères de la fonction publique et des finances publiques en un seul et unique ministère de l'action et des comptes publics laisse présager le pire pour la DGFIP et ses agents, à moins que nos nouveaux dirigeants ne se rappellent que le mot action rime avec réflexion, concertation et négociation.

Solidaires Finances Publiques jugera sur les actes à venir et sera intransigeante sur le devenir de notre administration.

Si le baromètre social fait ressortir le malaise des agents en général, il est un point particulier qui n'apparaît pas dans celui-ci, ni dans les autres documents tels que le TBVS, ou le DUERP ; Il s'agit de la situation des chefs de service et de leurs adjoints. La DGFIP n'a eu de cesse de les ériger en pilote des divers indicateurs qu'elle a généré au détriment de leur rôle d'expertise technique. De plus, l'Administration n'a rien fait de bien concret pour développer les outils nécessaires pour les aider dans leur rôle de gestionnaire d'équipe. A ce titre, Solidaires Finances Publiques se félicite que la DDFIP du Vaucluse, via le CHS-CT, ait mis en place le forum théâtre tant pour les agents que pour les encadrants et encourage vivement sa pérennisation.

Solidaires Finances Publiques attache une importance capitale à l'unicité de destin qui lie tous les agents de la DGFIP : or, nous constatons depuis quelques années que les conditions de travail des encadrants ne cessent elles aussi de se dégrader, provoquant parfois des situations délicates dans toute l'équipe de travail. Nous appelons la DDFIP à une extrême vigilance sur toutes ces situations et à ne laisser aucun agent, quelque soit son grade, faire face seul aux difficultés souvent engendrées par les décisions venues « d'en haut ». Face à l'aggravation de la souffrance au travail (confirmé par le baromètre social), Solidaires Finances Publiques demande la mise en place d'un plan d'action spécifique. Dans le cadre de son propre mal-être au travail, il faut rappeler à l'encadrement qu'il peut et doit utiliser les fiches de signalement.

Solidaires Finances Publiques s'attachera toujours à défendre la collectivité des agents et refusera toute tentative qui visera à les individualiser et à les transformer en pions manipulables et interchangeables.

Pour Solidaires Finances Publiques, il faut prendre la mesure de l'ampleur des enjeux humains qui existent derrière les chiffres et se saisir à bras le corps des raisons profondes du mal-être des agents de la DGFIP.

Pour conclure, Solidaires Finances Publiques demande la fin des constats et le début d'une véritable action de la part de la Centrale.

Que cette dernière se mette elle aussi « en marche » et oublie pour de bon le « marche ou crève » !